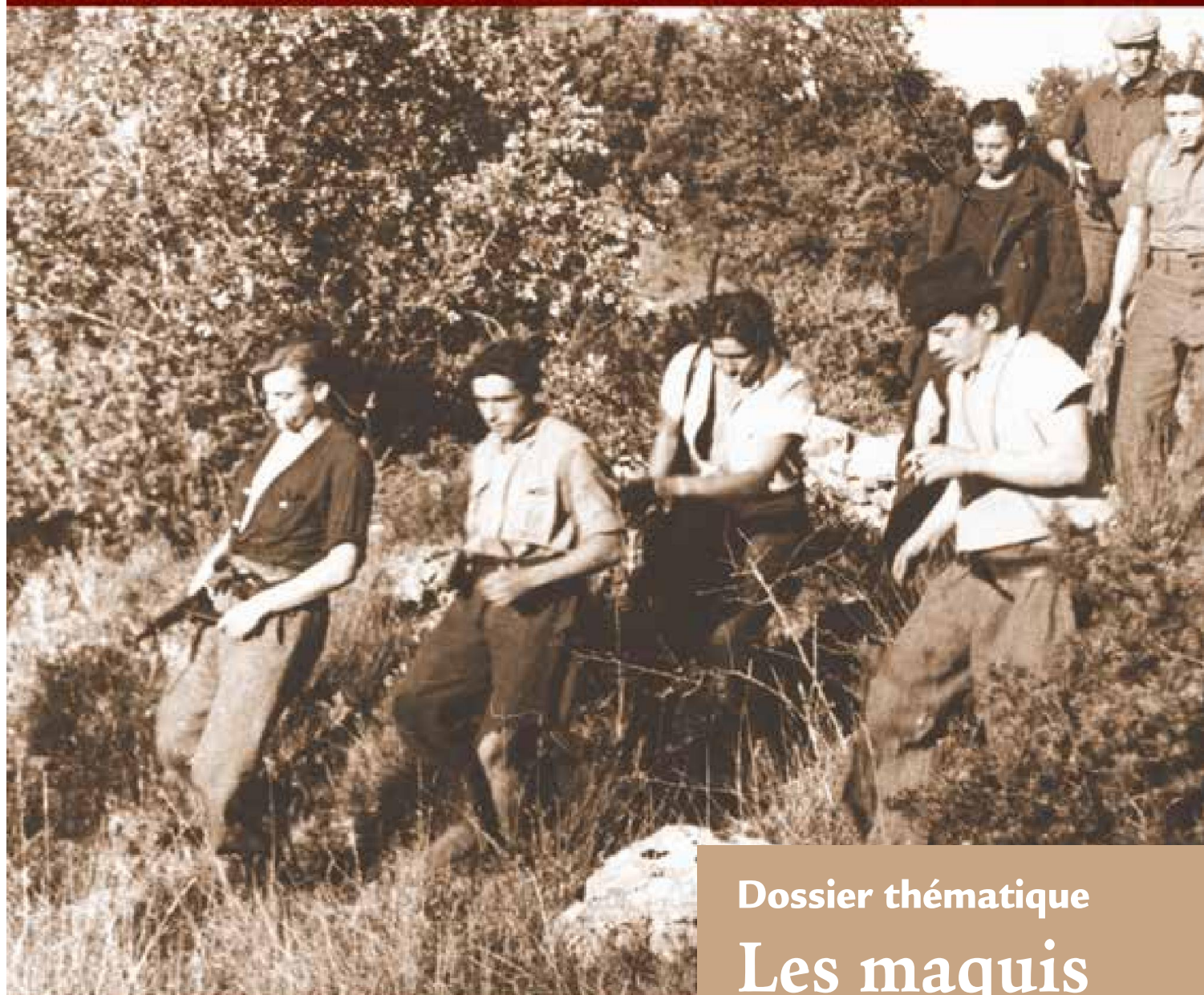


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 72 – mars 2013 – 5,50 €*



Dossier thématique
**Les maquis
dans la
Résistance**

LA LETTRE

Les maquis dans la Résistance

Hommes du maquis du Bourget-en-Huile (Savoie) en manœuvre.



Archives privées de la famille Schneeweis - DR

DOSSIER THÉMATIQUE

Sommaire

- L'histoire des maquis : évolutions historiographiques et état des connaissances p. I
par Fabrice Grenard
- L'étude d'un maquis à partir d'une photographie : l'exemple des maquisards de Boussoulet autour de leur instructeur p. VI
par Frantz Malassis
- Le témoignage d'un chef de maquis: Gleb Sivirine, chef du maquis Vallier p. VII
par Emeline Vanthuyne
- Les cartes des maquis p. VIII
par Bruno Leroux
- Pour en savoir plus sur les maquis.
La parution de *La Lettre* sera désormais accompagnée par la mise en ligne d'une exposition virtuelle en complément du dossier thématique. Dès la fin du mois de mars, sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), vous pourrez donc retrouver de nombreux documents sur les maquis.

L'histoire des maquis : évolutions historiographiques et état des connaissances

Par Fabrice Grenard

De tous les aspects de l'histoire de la Résistance, celle des maquis est indéniablement la plus « périlleuse »⁽¹⁾, parce qu'elle soulève de nombreux problèmes et s'est longtemps inscrite dans un cadre trop héroïque. Les années 1990 ont toutefois marqué l'émergence d'une histoire plus distanciée ainsi que l'ouverture de nouvelles pistes de recherche. ■

Une histoire en profond renouvellement

Une approche longtemps idéalisée

Les maquis ont donné lieu à une littérature foisonnante depuis la fin de la guerre. Dès la Libération, des associations de maquisards publient ouvrages et brochures pour célébrer le rôle des maquis⁽²⁾. Si ces ouvrages avaient vocation d'œuvre mémorielle, plusieurs anciens chefs de maquis ont cherché ensuite à écrire l'histoire de leur propre action, comme Romans-Petit et Guingouin, sollicités au milieu des années 1970 par Henri Michel, directeur de la collection Libération de la France (Hachette), pour rédiger les volumes portant sur l'Ain ou le Limousin⁽³⁾. Quand aux premières grandes monographies de maquis, elles ont été le plus souvent écrites par d'anciens Résistants⁽⁴⁾, même si quelques exceptions existent avec les travaux des correspondants du comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale⁽⁵⁾.

La part importante qu'y ont pris les anciens acteurs explique pourquoi l'histoire des maquis a longtemps été une histoire idéalisée, héroïque, s'appuyant davantage sur le témoignage que sur les archives et privilégiant les aspects militaires. Cette idéalisation répondait aussi à la nécessité de répondre aux polémiques autour de l'action de certains maquis qui aurait été inconsidérée (entraînant des représailles sur les civils) et se serait accompagnée de dérives. Entretien dans les années d'après-guerre par les nostalgiques de Vichy qui cherchaient à ternir la

Résistance, cette « légende noire » était parfois reprise dans des ouvrages d'histoire à succès écrits par des journalistes⁽⁶⁾.

Le tournant des années 1990 : l'entrée en scène des historiens

Les années 1990 marquent un tournant. Si les différentes associations continuent d'entretenir le travail mémoriel, l'histoire des maquis n'apparaît désormais plus du seul ressort des acteurs avec la publication des premiers grands travaux scientifiques.

Comme pour le régime de Vichy avec Paxton, c'est un historien anglo-saxon, H. R. Kedward, qui ouvre en 1993 avec *In Search of the maquis*⁽⁷⁾ une approche totalement nouvelle, même si certains jalons avaient déjà été posés par François Marcot ou Pierre Laborie⁽⁸⁾. Kedward s'appuie sur de nombreux témoignages oraux mais aussi sur les fonds d'archives disponibles, notamment dans les archives départementales. Il centre son étude sur les maquis du Massif Central et du Sud-ouest plutôt que sur les maquis alpins les plus célèbres et replace le phénomène dans son contexte politique (l'impact du service du travail obligatoire – STO – qui entraîne une désaffection totale à l'égard de Vichy) et son environnement sociologique (les maquis se développent en milieu rural). Kedward élargit également le champ d'analyse en ne se limitant plus seulement à la dimension militaire des maquis mais en s'intéressant à la façon

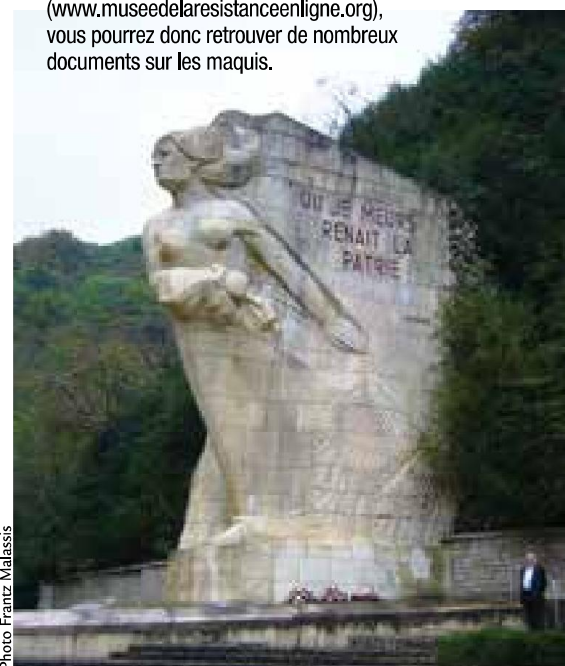


Photo Frantz Malassis

Dès la fin de la guerre, de nombreux monuments célèbrent le rôle des maquis comme le Mémorial des maquis de l'Ain et de la Résistance au Val d'Enfer à Cerdon (Ain). Inauguré en 1951, ce monument « à la mémoire des morts des maquis de l'Ain et du Haut-Jura » est érigé à proximité d'une nécropole dans laquelle reposent 88 maquisards tombés pendant les combats de la Libération.



Symbole de l'appui logistique des Alliés : après un parachutage des maquisards du Vercors sont en train de récupérer un container.

Fonds Musée de la Résistance en Drôme et de la Déportation - Romans-sur-Isère.

dont ils ont incarné une autorité concurrente de celle de Vichy, témoignant d'un processus « d'inversion du pouvoir ».

À l'occasion du cinquantenaire de la Libération, les spécialistes de la Résistance ont également proposé, lors d'un colloque à Besançon⁽⁹⁾, une approche renouvelée de l'histoire des maquis en la décloisonnant et en la replaçant dans un double environnement : l'environnement social tout d'abord, prolongeant ainsi certaines approches proposées par Kedward, mais aussi l'environnement international. Les maquis ne pouvaient, en effet, exister sans la logistique fournie par les Alliés, et les services secrets britanniques (SOE) ont joué un rôle essentiel, sans doute sous-estimé⁽¹⁰⁾.

Nouveaux fonds d'archives et nouvelles perspectives

Ce tournant des années 1990 correspond aussi à la possibilité de pouvoir consulter de nouvelles archives, la question de la documentation lacunaire sur les maquis constituant pendant longtemps un obstacle à tout travail scientifique. Les archives militaires du Service historique de l'armée de terre (SHAT) symbolisent la limite de certains fonds. Dans un souci de transparence, tous les chefs de maquis avaient pour consigne de tenir des journaux de marche. En réalité, les conditions particulières de la lutte clandestine ont fait que ces documents ont le plus souvent disparu. Principal centre d'archives des unités militaires, le SHAT

ne possède dès lors qu'une documentation éparse sur les maquis, certes importante pour les derniers mois de la guerre, au moment de l'amalgame, mais ne fournissant que très peu de renseignements sur la période antérieure. Et lorsque ce service demandera au général de la Barre de Nanteuil, de dresser un bilan des actions entreprises, il le fera, faute d'archives, à partir de questionnaires adressés aux anciens des maquis⁽¹¹⁾.

Depuis la levée des restrictions de communications au début des années 2000, de nouvelles archives sont accessibles et permettent de mieux replacer les maquis dans leur contexte et leur environnement. Citons notamment les archives des services secrets de la France Libre (BCRA), qui rassemblent de nombreux rapports du Service national maquis, ou encore les archives administratives et policières de Vichy (gendarmerie, renseignements généraux, rapports de préfets), qui doivent être utilisées avec précaution (Vichy ne voit dans les maquisards que des « bandits » et « hors la loi ») mais fournissent de précieux renseignements sur les actions locales opérées par les maquis. Enfin, des archives départementales ont bénéficié récemment de la donation de fonds privés d'anciens chefs de maquis⁽¹²⁾.

La possibilité de consulter ces nouveaux fonds d'archives a permis de nouvelles recherches, qui prolongent les premiers travaux scientifiques des années 1990. Les deux principaux maquis alpins (Vercors et Glières) ont fait l'objet de thèses universitaires s'efforçant de confronter le récit légendaire aux archives⁽¹³⁾. En distinguant trois phases entre 1942 et 1944 dans le développement du maquis et en consacrant de longs développements à l'expérience de libération anticipée (« République du Vercors »), Gilles Vergnon a réalisé une histoire globale du Vercors. Claude Barbier relativise l'importance des combats de la « bataille de Glières » (un simple accrochage avant que ne soit pris l'ordre de dispersion) en se basant notamment sur les sources allemandes. Outre ces deux monographies, des travaux plus transversaux ont également été menés récemment sur les difficultés de la vie quotidienne dans les maquis, la question de leur approvisionnement et les problèmes que cela a pu poser auprès des populations locales, la répression menée par les brigades de gendarmerie (dont le zèle dans la recherche des maquis a été très variable selon les situations locales mais aussi leur obédience – les maquis FTP font l'objet d'une traque plus intense que ceux de l'Armée secrète)⁽¹⁴⁾. ■

Corvée de bois dans un maquis de l'Ain. Les difficultés de la vie quotidienne d'un maquisard sont nombreuses : le manque de nourriture et d'équipement, le froid, l'absence d'hygiène sont autant d'épreuves que les plus fragiles ne parviennent pas à surmonter.



Collection privée Pierre Marcault. DR

(1) Laurent Douzou, *La Résistance française, une histoire périlleuse*, Seuil, 2005.

(2) *Documents sur le Maquis limousin* publiés en 1945 par l'Amicale des anciens de ce maquis ou Glières, *bataille de la Résistance*, de l'Association des rescapés des Glières en 1946.

(3) Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Hachette, 1974 (l'auteur parle de lui à la troisième personne), Henri Romans-Petit, *Les maquis de l'Ain*, Hachette, 1974.

(4) C'est le cas de Louis Le Moigne et Marcel Barbaceys qui publient en 1979 *Sédentaires, Réfractaires et maquisards : l'Armée secrète en Haute-Corrèze*.

(5) Paul et Suzanne Silvestre, *Chronique des maquis de l'Isère*, Quatre Seigneurs, 1978; Jacques Canaud, *Les maquis du Morvan*, Académie du Morvan, 1981.

(6) Robert Aron, *Histoire de la Libération de la France*, Fayard, 1959; Henri Amouroux, *La Grande histoire des Français sous l'Occupation*, Robert Laffont.

(7) *À la recherche du maquis : la Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, Cerf, 1999.

(8) François Marcot, « La Résistance et la population, Jura, 1944 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 146, 1987; Pierre Laborie, « Opinions et représentations : la Libération et l'image de la Résistance », *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 131, 1983.

(9) *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Université de Franche-Comté, 1996.

(10) Publié en 1966, l'ouvrage officiel *SOE in France*, s'il n'a été traduit qu'en 2008 (éditions Tallandier), a largement été utilisé par les historiens français. L'histoire du SOE souffre surtout des handicaps propres à

l'historiographie des organisations clandestines créées par des services secrets alliés, dont les archives sont encore inégalement accessibles et souvent lacunaires.

(11) *Historique des unités combattantes de la Résistance*, SHAT, 1974.

(12) Le fond Gao (« Jigé ») aux AD Corrèze, ou ceux de René Castille et Alfred Bourdet aux AD Creuse.

(13) Gilles Vergnon, *Le Vercors, Histoire et mémoire d'un maquis*, l'Atelier, 2002; Claude Barbier, *Des « événements de Haute-Savoie » à Glières* (mars 1943-mai 1944), doctorat, Paris I, 2011.

(14) Voir Jacques Canaud, *Le temps des maquis*, de Borée, 2011; Emmanuel Chevet, *Gendarmerie et maquis sous l'Occupation en France*, thèse de doctorat, Dijon, 2011; Fabrice Grenard, *Maquis noirs et faux maquis 1943-1947*, Vendémiaire, 2011.

Le mythe et la réalité : état des connaissances

Les avancées historiographiques et l'accès à de nouvelles archives permettent aujourd'hui de sortir d'une histoire trop idéalisée et de ne plus se limiter à la seule dimension militaire pour proposer une approche plus sociale et anthropologique. De nombreuses idées reçues ont été remises en cause sur la création des maquis, leur organisation, leur intérêt militaire.

Une création qui n'allait pas de soi

Une vision téléologique de l'histoire de la Résistance a parfois pu donner le sentiment que l'évolution vers des groupes armés dans les forêts et montagnes s'inscrivait dans un processus logique.

En réalité, la création des premiers maquis n'entrait pas dans les plans des instances dirigeantes de la Résistance. S'il prône la lutte armée et l'action immédiate contre l'occupant depuis l'été 1941, le Parti communiste, qui se dote en 1942 d'une branche paramilitaire avec les Francs-tireurs et partisans (FTP), souhaite initialement limiter les actions dans les villes. Si les mouvements non communistes (Combat, Franc-tireur, Libération) unifient, en 1942 leurs formations paramilitaires au sein d'une Armée Secrète (AS), celle-ci ne doit pas entrer en action avant le débarquement.

Le STO en février 1943 marque un tournant. Des camps de réfractaires se créent dans les Alpes ou le Massif Central autour d'une ferme, d'une bergerie, d'un chalet... Les responsables locaux des mouvements de Résistance organisent des filières permettant de prendre en charge les réfractaires

qui souhaitent « prendre le maquis » (l'expression, venue de Corse, se répand au cours du printemps 1943) pour les emmener dans ces camps refuges. Ces initiatives venant de la base mettent les chefs de la Résistance devant le fait accompli : « *Nous avons été pris de court* » reconnaît ainsi le fondateur de Combat, Frenay, en avril 1943.

Cette situation nouvelle, la possibilité de transformer ces camps de réfractaires en maquis de combattants armés et la question de leur encadrement, provoquent au printemps 1943 une crise au sein des instances dirigeantes de la Résistance. Frenay est l'un des premiers à vouloir organiser militairement les maquis. Mais il s'oppose, pour des raisons politiques, à ce que les maquis se trouvent sous la coupe de l'AS dirigée par le général Delestraint, considéré par le fondateur de Combat comme trop « attentiste » et trop inféodé à Londres. Ne saisissant pas l'urgence de la situation et craignant qu'ils ne leur servent à créer une « AS bis », Jean Moulin refuse l'aide financière indispensable que lui

demandent les mouvements pour équiper les maquis. Après plusieurs mois de tensions, un Service national maquis, structure indépendante de l'AS et rattachée directement au comité directeur des Mouvements unis de la Résistance (MUR), ainsi qu'une école des cadres, sont finalement mis sur pied au cours de l'été 1943, tandis que la France Libre accepte d'augmenter les budgets alloués aux mouvements.

Après avoir hésité, la Résistance décide donc d'encadrer les camps et de développer la lutte armée avec ceux qui souhaitent s'engager. À l'automne 1943, les maquisards sont entre 40 000 et 50 000 environ. Ils ne représentent cependant que 15 à 20 % des réfractaires au STO. Beaucoup préfèrent trouver une

structures mieux adaptées à la *guérilla* et offrant de meilleures garanties de sécurité. Elles étaient en lien avec d'importants groupes de « légaux » (Résistants n'ayant pas rejoint la clandestinité) qui leur servaient de réseau de renseignement et les aidaient pour leur approvisionnement. Les maquis n'ont pas non plus eu une existence continue. Pour échapper à des opérations de répression menées par Vichy ou les Allemands, leurs chefs ont pu ordonner la dislocation, en demandant aux maquisards de se cacher individuellement, avant de pouvoir reformer les camps. À l'approche de l'hiver 1943-44, alors que l'espoir d'un débarquement que beaucoup attendaient pour l'automne 1943 s'était



Coll. Hubert Cloix.

Septembre 1944, dans le Morvan (Nièvre). À côté des armes individuelles communément parachutées (pistole-mitrailleur Sten MKII, fusil Lee Enfield n° 4), ce groupe de maquisards du maquis Bernard est doté, chose exceptionnelle, d'une arme antichar anglaise (un PIAT), qui lui offre un atout non négligeable lors de l'attaque de convois allemands.

couverture avec un emploi dans une exploitation agricole. D'autres continuent à se cacher dans des camps, mais ne sont pas forcément prêts à la discipline militaire et aux risques encourus. Des camps refuges n'ayant aucune fonction militaire continuent de se développer jusqu'à la Libération.

De petites unités mobiles plutôt que de grands maquis mobilisateurs

S'il a focalisé sur lui toutes les attentions du fait de sa fin tragique en mars 1944, l'exemple de Glières est celui qui revient le plus souvent, dès qu'il s'agit d'illustrer l'histoire des maquis. En réalité, ses caractéristiques (plusieurs centaines d'hommes mobilisés sur un plateau et organisés dans le cadre d'un véritable camp militaire plusieurs mois avant le débarquement) font du maquis de Glières une exception. La grande majorité des maquis, quelle que soit leur obédience (AS ou FTP) était plutôt constituée de petites unités mobiles,

envolé, et devant la grande difficulté de survivre avec le froid et la neige, la plupart des maquisards ont également été démobilisés et dispersés jusqu'à l'arrivée du printemps.

La façon dont Guingouin a organisé son maquis en Haute-Vienne constitue un bon exemple. Alors qu'il dispose d'une centaine d'hommes à l'automne 1943 avec un afflux croissant de jeunes réfractaires, il décide de les diviser en une dizaine de détachements, chaque groupe s'installant de façon autonome dans une ferme isolée. Au début du mois d'avril 1944, lorsqu'une unité blindée allemande, la division Brehmer, pénètre en Haute-Vienne pour y opérer un « ratisage », Guingouin décide de se réfugier, avec l'ensemble de ses détachements, dans le département voisin de la Creuse, avant de revenir dans son « fief ». S'il réorganise à cette occasion son maquis, il maintient le principe des petits groupes éparpillés en créant des unités souples et mobiles, les « volantes ».

Les maquis, incarnation d'une autorité concurrente de Vichy

Les maquis ne se contentent pas de mener des actions militaires et cherchent également à incarner un contre-pouvoir par rapport au régime de Vichy. Alors que la propagande vichyste ou allemande tend à les faire passer pour des « terroristes » ou des « bandits », ils s'efforcent de montrer aux populations que, loin d'être source de désordre, ils incarnent au contraire une autorité nouvelle. Pour bien montrer qu'ils sont à la tête d'une armée disciplinée, des chefs de maquis organisent à l'occasion du 11 novembre 1943 des occupations temporaires de petites villes ou de villages, qui s'accompagnent d'un défilé en uniformes. La plus célèbre fut celle organisée à Oyonnax, par Romans-Petit, dont l'impact sera considérable: le petit film tourné pour l'occasion contribuera à convaincre les Britanniques – assez méfiants jusque-là à l'égard des maquis qu'ils pensaient peu organisés – de les armer.

Indispensables à la survie du maquis, les différentes réquisitions font également l'objet d'un maximum d'encadrement afin qu'elles ne soient pas considérées comme du pillage. Il y eut bien sûr des dérives de la part de quelques chefs se comportant comme de petits seigneurs de guerre. Mais dans sa « charte du maquisard », le Service national maquis appelait à privilégier les réquisitions auprès des services de Vichy (Chantiers de la Jeunesse française, entrepôts du

Ravitaillement) plutôt qu'auprès de particuliers. Il demandait aussi aux maquisards de payer dans la mesure du possible leurs réquisitions (sauf lorsqu'elles apparaissaient comme des « confiscations » à l'égard de trafiquants) ou de remettre des bons d'indemnisation permettant un remboursement futur. D'une façon générale, plus les réquisitions étaient encadrées, plus le soutien de la population locale au maquis était affirmé.

Les maquis les plus importants instaurent, dès la seconde moitié de 1943, un contrôle des territoires où ils sont implantés, provoquant un processus d'inversion du pouvoir. Dans certains endroits, des chefs s'intitulant « préfets du maquis » publient des « arrêtés » affichés sur les places de villages: listes de prix agricoles (supérieurs aux taxations de Vichy), directives en matière de ravitaillement (interdiction de livrer aux organismes de Vichy). Les maquis exercent aussi dès 1943 une action épuratrice. Des amendes sont imposées aux trafiquants. Les délateurs ou collaborateurs, mais aussi de « faux maquisards », sont jugés par des tribunaux fonctionnant sur le modèle de la justice militaire. Des exécutions ont parfois lieu en public, sur la place d'un village.

Les maquis dans les combats pour la Libération

L'annonce du débarquement provoque une véritable « levée en masse » et un gonflement



Exemple d'« arrêté » du préfet du maquis Guingouin diffusé dans les villages du Sud-est de Haute-Vienne pour lutter contre les agissements des « faux maquis ».

des effectifs (100 000 hommes en juin 1944). Unis sous la bannière des FFI (les FTP conservent toutefois leur autonomie), les maquis connaissent une véritable « crise de croissance » et n'ont pas toujours les moyens de former et équiper les nouvelles recrues. Des initiatives aboutissent à la libération de certaines villes, dès les 7, 8 et 9 juin 1944, notamment dans le centre de la France à Guéret (Creuse), Saint-Amand-Montrond (Cher), Tulle (Corrèze). Mais le drame de Tulle montre que ces libérations restaient trop prématurées.



Le 11 novembre 1943, défilé des maquisards dans la ville d'Oyonnax (Ain). Après avoir neutralisé les points névralgiques de la ville (gendarmerie, commissariat de police, bureau des Postes), officiers en tête, les maquisards se rendent au monument aux morts, où ils déposent une gerbe de fleurs en forme de croix de Lorraine portant cette inscription: « Les vainqueurs de demain aux vainqueurs de 1914-1918 »

Pour approfondir

La division SS *Das Reich* reprend la ville et exécute en représailles 99 Tullistes.

Comme l'avait déjà montré l'échec du maquis de Glières en mars 1944, les combats de la Libération confirment que la tactique des « maquis mobilisateurs » était vouée à l'échec. Lors de la bataille du Mont Mouchet dans le Cantal (juin 1944), les maquisards du colonel Gaspard (Émile Coulaudon) sont obligés d'abandonner leurs positions et subissent des pertes sévères. En juillet 1944, les Allemands réinvestissent le plateau du Vercors en multipliant les représailles sur les civils (destruction du village de Vassieux-en-Vercors). Si elles soulignent des erreurs tactiques manifestes, ces tragédies ont néanmoins une valeur symbolique en permettant à la Résistance intérieure d'avoir « ses batailles » (Glières et Vercors ont été qualifiés de « Bir Hakeim » de la Résistance métropolitaine).



Mairie de Loches

D'anciens maquisards d'Indre-et-Loire intégrés dans le 32^e RI participent à la garde de la poche de Sain-Nazaire

La tactique de la *guérilla* en revanche, s'est révélée d'un intérêt indéniab. Grâce aux équipes interalliées parachutées pour encadrer les maquis, les actions de *guérilla* ont pu être coordonnées avec la progression des armées. Dans un premier temps, les sabotages ont contribué, avec les bombardements de l'aviation, à retarder l'acheminement de certaines unités allemandes vers le front de Normandie. Puis les maquis ont harcelé les unités de la *Wehrmacht* qui battaient en retraite (la colonne Elster dans le Centre, freinée par des actions de *guérilla*, finit par donner sa reddition aux Américains le 10 septembre 1944). Enfin ils ont accompli au contact des troupes alliées des tâches plus classiques en les guidant, en nettoyant certains secteurs (le Trégor), en gardant les poches de l'Atlantique.

Par leur action armée, les maquis ont permis à ce que la France n'assiste pas en simple spectatrice à une libération qui ne serait venue que de l'extérieur, développant l'idée que les Français se sont aussi libérés par eux-mêmes et contribuant à placer la France dans le camp des vainqueurs. ■

Bibliographie sélective

■ Pour replacer les maquis dans une histoire globale de la Résistance

Julian Jackson, *La France sous l'occupation*, Flammarion, 2004 (la plus récente synthèse sur le sujet, remettant dans son contexte la Résistance, qui fait l'objet de la 4^e partie).

Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Perrin, 2013 (la plus récente synthèse sur l'histoire de la Résistance).

François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont (« Bouquins »), 2006 (un dictionnaire qui constitue l'aboutissement de toutes les avancées historiographiques réalisées depuis une vingtaine d'années sur l'histoire de la Résistance).

François Marcot (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Presses de l'Université de Franche-Comté, 1996 (un colloque international qui s'efforce de replacer la question des maquis dans leur contexte et leur environnement à la fois local, national et international).

■ Sur les conditions de développement des maquis et leur évolution dans leur environnement local

H. R. Kedward, *À la recherche du maquis : la Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, Cerf, 1999 (le premier ouvrage proposant une réflexion globale sur les maquis, se limite cependant à la France du Sud).

■ Sur le rôle militaire des maquis

Pierre Montagnon, *Les maquis de la Libération 1942-1944*, Pygmalion, 2000 (un catalogue des différents maquis et de leurs opérations militaires).

■ Sur la vie quotidienne dans les maquis

Jacques Canaud, *Le Temps des maquis, de la vie des bois à la reconquête des cités, 1943-1944*, éditions de Borée, 2011 (le seul ouvrage de synthèse s'efforçant d'aborder les différents aspects de l'histoire des maquis).

■ Sur les enjeux autour de la discipline dans les maquis

Fabrice Grenard, *Maquis noirs et faux maquis*, Vendémiaire, 2011 (édition poche 2013).

■ Un journal

Gleb Sivirine, *Le cahier rouge du maquis/L'homme-boussole*, éditions Parole, 2007 (édition critique du journal du chef d'un maquis du Var, avec un commentaire historique de Jean-Marie Guillon, des témoignages de maquisards et les souvenirs de Claude et Jean-Michel Sivirine sur leur père).

■ Un témoignage

Henri Nanot, *Scènes de la vie du maquis*, édition annotée par Pascal Plas et Michel C. Kiener, Lucien Souny, 2010 (le témoignage d'un maquisard engagé dans le maquis Guingouin entre février 1944 et la Libération, de nombreux détails sur la vie quotidienne et la *guérilla*).

■ Une monographie

Gilles Vergnon, *Le Vercors, Histoire et mémoire d'un maquis*, l'Atelier, 2002 (une histoire globale du maquis du Vercors, issue d'une thèse universitaire).

Sitographie

■ Exposition virtuelle : « les maquis »

Dans le prolongement de ce dossier thématique, une exposition virtuelle consacrée au maquis sera en ligne dès la fin du mois de mars sur le site du Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org). Celle-ci vous permettra d'accéder à des archives (souvent très peu connues), récoltées grâce au travail des équipes départementales ayant élaboré les CD-ROM de la collection « Histoire en mémoire 1939-1945 ».

Les photographies (clandestines des maquisards, d'objets emblématiques, de monuments en hommage à des groupes locaux) et les cartes (représentant par exemple les déplacements au sein d'un département) seront classées thématiquement : la diversité des maquis ; l'organisation des maquis ; maquis et lutte armée, la mémoire des maquis. Les documents sélectionnés permettent d'aborder l'étude des maquis dans le cadre du programme de classe de troisième. L'exposition peut également servir d'introduction à une analyse plus approfondie d'un des maquis présents dans votre département.

Le Musée de la Résistance en ligne étant un site contributif, nous vous invitons à nous envoyer des exemples d'exploitation pédagogique que nous pourrions, avec votre accord, mettre en ligne.



Fondation de la Résistance-DAERI

L'étude d'un maquis à partir d'une photographie : l'exemple des maquisards de Bousoulet autour de leur instructeur

Par Frantz Malassis



© Keystone-France

Cette photographie⁽¹⁾ de maquisards devenue emblématique est extraite d'un reportage sur le maquis de Bousoulet (Haute-Loire), réalisé, en mai 1944, par un photographe professionnel de Saint-Étienne – resté anonyme à ce jour – amené clandestinement par l'un des responsables de l'Armée Secrète⁽²⁾. Elle représente un groupe de réfractaires, originaires majoritairement du département de la Loire, autour de son instructeur l'aspirant Albert Oriol, devant la Maison de l'Assemblée (ancien lieu de culte des protestants) à Bousoulet.

Ces réfractaires avaient été dirigés par les responsables du mouvement Combat puis de l'AS de la Loire, vers le massif montagneux du Meygal, en Haute-Loire. Cette implantation, éloignée des grands axes routiers, aux abords du village de Bousoulet, avec un lieu de repli dans la forêt avoisinante, leur offrait une existence moins exposée que dans leur région d'origine, le Forez, dépourvue de tous ces avantages naturels. Choix pertinent puisque ce groupe, avec la complicité des habitants, a échappé aux recherches de la Milice venue encercler la localité puis à un vaste ratisage effectué par des unités allemandes stationnées au Puy-en-Velay.

Depuis septembre 1943, ce groupe vivait dans la clandestinité. En mars 1944, en vue de la préparation des combats de la Libération, le capitaine Marey, chef de l'Armée Secrète de la Loire, désigna comme responsable un jeune instituteur, Albert Oriol⁽²⁾, aspirant de réserve, précédemment chef d'un groupe de jeunes de l'AS à Roanne (Loire) qui venait d'échapper à une arrestation.

L'apprentissage de l'armement – ici le maniement du pistolet mitrailleur Sten –, l'utilisation d'explosifs et l'entraînement en groupe de combat permirent la constitution, dès le 6 juin 1944, d'un élément opérationnel qui rejoignit la région forézienne, en vue d'y incorporer d'autres volontaires, de s'équiper et de participer au soulèvement général. Ce groupe, une fois élargi, a constitué la première unité opérationnelle de l'Armée Secrète de la Loire baptisée « Groupe Mobile d'Opérations 18 juin »⁽³⁾ (GMO 18 juin). Dès lors, il débute la lutte armée. Le 5 juillet 1944, le GMO 18 juin va connaître son baptême du feu à Saint-Maurice-en-Gourgois (Loire) où un détachement allemand tente de l'anéantir. Ce premier face à face dans le département avec les Allemands se poursuivra à Pichillon, Estivareilles, Pont-Romp, Givors (Rhône) et lors de la marche sur Lyon puis sur les Alpes⁽³⁾. À Lyon, la 1^{re} Division Française

Que nous apprend cette photographie ?

Une composition singulière largement diffusée

De par sa composition en plan serré, en légère plongée, avec les maquisards⁽⁴⁾ disposés en arc de cercle les yeux rivés sur la Sten tenue par leur instructeur, et sa netteté due à l'emploi d'un appareil photographique professionnel utilisant des plan-film de 6 X 6 cm, cette photographie est devenue une icône de la Résistance française. Très largement reproduite depuis la Libération, elle a été souvent peu ou très mal légendée : les lieux les plus fantaisistes lui étant attribués.

La vie quotidienne des maquisards

Ce cliché nous présente des maquisards mal équipés, vêtus de tenues hétéroclites. Seul le chef a une tenue de type militaire, avec un blouson en cuir des Chantiers de la Jeunesse française et un béret de chasseur alpin, qui semble adaptée au quotidien de la vie d'un maquisard en moyenne montagne. Sur la table, à coté de la Sten, se trouvent plusieurs armes de poing de récupération (armes civiles et réglementaires) qui soulignent la faiblesse de l'armement

de ce groupe en période d'instruction au printemps 1944. Les parachutages de l'été 1944 et la « récupération » de stocks de vêtements des Chantiers de la Jeunesse française permettront d'équiper ce groupe initial et toutes les recrues qui les rejoindront à partir de juin 1944.

Les intentions de son commanditaire

Cette photographie est prise en mai 1944, en pleine occupation, à l'initiative du capitaine Marey. On peut supposer que l'idée du chef de l'Armée Secrète de la Loire est de montrer que les maquis ne sont pas les « bandits » dénoncés par la presse officielle mais l'armée d'un contre-État clandestin. On se souvient que les responsables locaux de l'Ain avaient souhaité qu'un film et de véritables reportages photographiques soient pris durant le défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax dans ce même but. Ces prises de vues avaient été transmises à Londres et les photographies, dont on avait pris soin de flouter les visages des protagonistes, étaient parues dès le mois suivant dans la presse clandestine de zone Sud.

Libre recrutera des volontaires issus de la Résistance dont des maquisards du GMO 18 juin qui seront versés au 24^e Bataillon de Marche et se battront pour défendre Strasbourg dans l'hiver 1944, lors de la contre-attaque allemande des Ardennes. ■

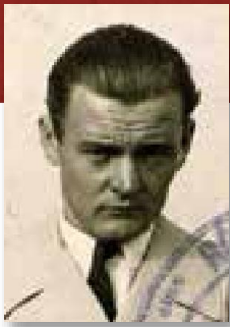
(1) Ce cliché est conservé par l'agence Keystone-France sous la référence V 439/9. La légende de l'époque, dactylographiée au dos du cliché original, est la suivante : « Des armes ont été parachutées et les jeunes gens du maquis, non habillés encore, étudient le fonctionnement et le maniement des armes. » On trouve toujours au dos une autre légende manuscrite : « Maquis en Haute-Loire dans une cour de ferme. Un maquisard apprend aux nouvelles recrues le démontage et le remontage des armes »

(2) Albert Oriol (*alias* Maloire), chef d'un groupe franc en 1939-40, intègre la Résistance sur la Loire en 1942.

(3) Cf. Albert Oriol Maloire, *Hommes et combats. La Loire 1939-1945*, éditions Martelle, 1994.

(4) En mars 2001, le colonel Albert Oriol-Maloire, nous a permis d'identifier tous les membres de ce groupe. Vous pouvez consulter ces informations à la rubrique « Autour d'une photographie » sur notre site internet www.fondationresistance.org

Coll. Claude Roddier



Le témoignage d'un chef de maquis : Gleb Sivirine, chef du maquis Vallier Par Emeline Vanthuyne

Pendant 185 jours, du 26 février au 29 août 1944, Gleb Sivirine tient un journal qui nous permet de mieux comprendre le quotidien de son groupe. Il décrit notamment les liens qui se nouent avec la population locale, dont l'aide est primordiale pour les maquisards (hébergement, ravitaillement), obligés de changer constamment d'abris et de parcourir de très longues distances à pied :

« À 6 h enfin, on arrivait au terme de la première étape chez un berger très chic qui nous a offert le vin et le lait et nous a vendu un mouton à 50 F le kilo de viande. Quand on pense qu'il vend le même kilo à 220 F à Draguignan ! Coucher dans la paille, un peu serrés, mais personne n'a rouspété contre cela tellement ils étaient tous fatigués. »

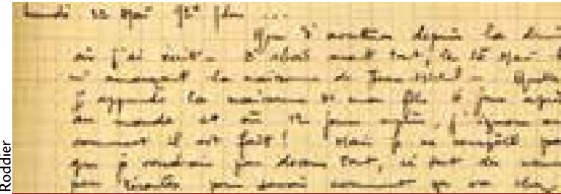
Au fil de son récit, on comprend également la lassitude qui s'installe au sein du maquis face à l'attente du débarquement et du passage à l'action. L'enthousiasme exprimé le vendredi 7 avril 1944 (au

45^e jour de maquis) cède le pas à la lassitude le jeudi 1^{er} juin (au 102^e jour de maquis) :

« Mes groupes font de l'instruction à outrance. Depuis que j'ai entendu à la T.S.F. que les chemins de fer britanniques seraient interdits aux voyageurs à partir de samedi, j'espère de plus en plus au débarquement proche. Et c'est la fièvre des préparatifs de dernière heure. Quelle désillusion si, une fois de plus, l'attente se révèle vaine ! » / « Voici dépassés mes 100 jours de maquis et toujours rien de précis à l'horizon. Depuis qu'on attend on finit par être quelquefois complètement à plat et lassé de tout. »

Il évoque notamment la perte de plusieurs de ses hommes tués par les Allemands ou par la Milice. Ainsi, le samedi 17 juin 1944 au 118^e jour de maquis, trois maquisards partis au ravitaillement tombent dans une embuscade tendue par des miliciens :

« Ernest a été tué par une balle en pleine figure et Duchâtel après avoir épuisé les munitions de son revolver s'est fait tuer au garde à vous. Les miliciens ont laissé les



En haut à gauche du titre : Gleb Sivirine, en 1939, alors lieutenant au 167^e Régiment d'Artillerie à pied. Photographie extraite de sa carte d'identité militaire. Ci-dessus : une page du journal personnel de Gleb Sivirine datée du 22 mai 1944 relatant le quotidien du maquis Vallier.

corps dehors au soleil toute la journée avec un écriteau portant : "C'est ainsi que meurent les traîtres de la France". Et on veut qu'il n'y ait pas de haine entre Français ! »

Il raconte également plusieurs épisodes au cours desquels il doit exercer une violence punitive, par exemple, envers deux prisonnières ayant collaboré avec la Gestapo et finalement exécutées après une tentative d'évasion le samedi 22 juin 1944, au 123^e jour de maquis :

« J'ai formé les pelotons d'exécution [...] puis mis tout le monde en place, à qui j'ai rappelé en deux mots que ce que nous faisons n'était pas une œuvre de vengeance mais uniquement de justice et que je voulais une tenue impeccable et digne de la part de tous. »

En guise de conclusion à son journal, le vendredi 22 septembre 1944, il résume les sentiments ressentis tout au long de son expérience en tant que chef de maquis :

« La chose qui m'a été le plus extraordinaire en reprenant une existence somme toute normale, c'est de pouvoir marcher "librement dehors". Ces 6 mois de maquis ont laissé pendant un moment une empreinte profonde et sûrement la grande majorité des gens ne se rendra pas compte de ce qui nous fut le plus dur dans cette vie du maquis. Le froid, le manque de confort, les marches pénibles n'ont rien été à côté de cette impression d'insécurité constante, de sensation de bête traquée. Et surtout pour le responsable de 70 à 80 vies qui dépendent entièrement de la manière dont vous prenez les précautions et dont vous décidez les déplacements ou les décrochages. Le danger de la guerre n'est rien en comparaison de cette tension continue et sans répit, — sans le repos que constitue pour le soldat régulier la détente qu'il éprouve de se sentir en sécurité au cantonnement. Et c'est cela par-dessus tout qui fut pénible, profondément dur dans notre vie. »

Extraits tirés de Gleb Sivirine, *Le cahier rouge du maquis. Journal de Résistance*, éditions Parole, 2007. ■

(1) Ce maquis, formé en novembre 1943, est géré par les Mouvements Unis de Résistance (MUR) et leur branche militaire l'Armée Secrète (AS).



Harassés mais victorieux, des maquisards du groupe Vallier posent après la libération de Hyères. Gleb Sivirine est au second plan, deuxième en partant de la droite, au côté d'un jeune Hyérois.

Gleb Sivirine est né en 1910 à Odessa, qu'il quitte avec ses parents, fuyant la guerre civile pour arriver en France, à Marseille, en 1920. Ingénieur aux Aciéries du Nord, il est, par la suite, employé au préventorium de Porquerolles. Après avoir participé à la campagne des Alpes en 1940, il entre dans un réseau de Résistance, puis prend la tête d'un maquis au Plan-de-Canjuers, formé en novembre 1943 dans la principale zone de maquis du département du Var⁽¹⁾.

Le groupe qu'il commande ne va cesser de s'étoffer : les effectifs doublent entre février et juin, atteignant alors une quarantaine d'hommes, et près d'une centaine après le débarquement en Normandie. Pourchassés par les Allemands, les maquisards doivent sans cesse changer d'emplacements. Revenant des instructions souvent contradictoires, ils entreprennent quelques actions (embuscades, évasions, patrouilles) avant de descendre vers les côtes pour appuyer le débarquement allié en Provence. Ils traversent alors à pied, souvent de nuit, tout le département, soit 110 km à pied en 4 jours. Le 15 août, à Collobrières, ils aident les résistants locaux à préparer l'arrivée de l'avant-garde américaine puis accompagnent les troupes françaises vers Toulon. Les hommes du lieutenant Vallier sont ensuite chargés du contrôle de la presqu'île de Giens.

Officier d'artillerie dans la 1^{re} Division Française libre participant aux combats de la poche de Royan, d'Alsace et à la bataille de l'Authion au-dessus de Nice, Gleb Sivirine reçoit le 3 août 1946, la médaille de la Résistance avec rosette.

D'après Jean-Marie Guillon, « Le maquis Vallier, 10 mois de résistance dans le Haut-Var », in Sivirine, *L'homme boussole*, éditions Parole, 2007.

Les cartes des maquis

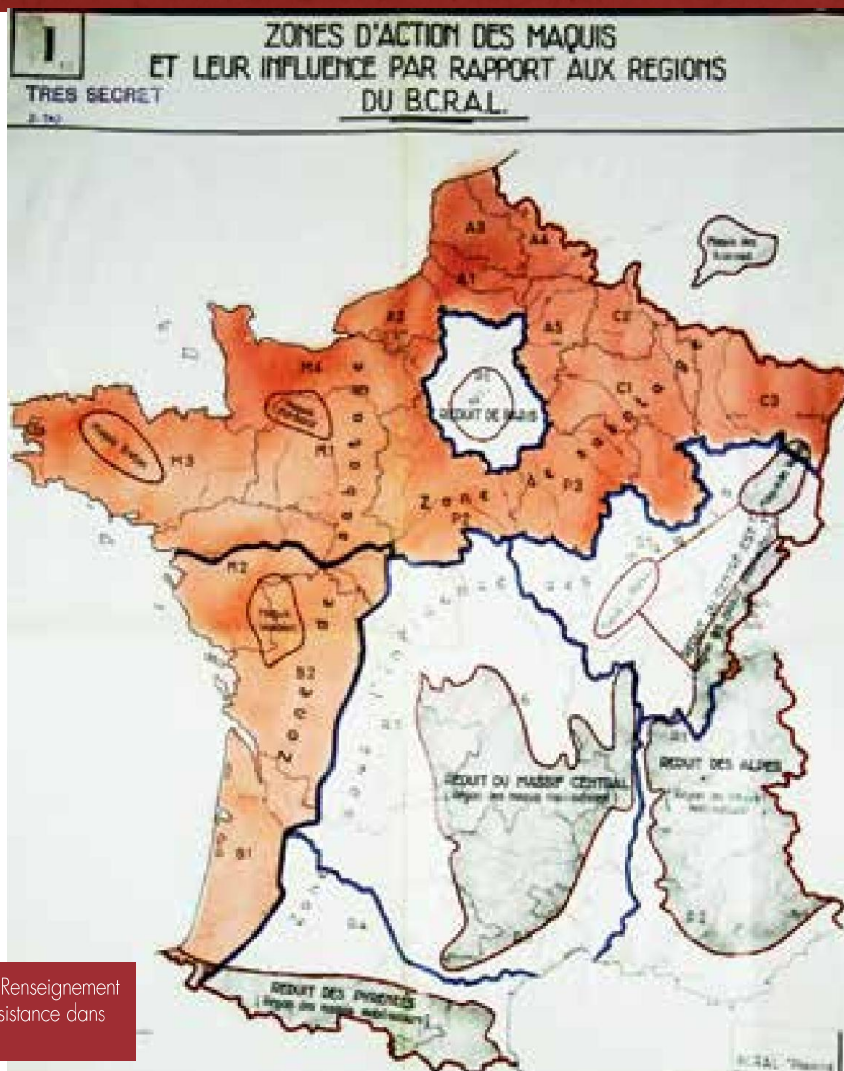
Par Bruno Leroux

On ne trouve pas de carte nationale des maquis satisfaisante, pour des raisons simples. Les maquis peuvent désigner des rassemblements allant de quelques hommes à (exceptionnellement) plusieurs milliers, ce qui pose un problème insoluble d'échelle (1). Par ailleurs, la plupart des maquis se sont déplacés pour survivre, ce qui complexifie toute cartographie globale.

Livres et musées présentent cependant parfois une carte de France où ces problèmes de localisation sont traités par de larges taches définissant des « zones de maquis ». Elles suivent en gros les limites de grands massifs montagneux, et dans le reste de la France signalent par quelques ovales ou « haricots » des régions (Bretagne, Normandie, etc.) sélectionnées au détriment d'autres suivant des critères jamais explicités. Cette carte n'est pas partout exactement la même, mais elle est toujours unique, confondant généralement les maquis des différentes périodes.

Cette carte approximative a pour sources celles concoctées par les services du général de Gaulle en 1944. Mais on s'est longtemps inspiré de celles-ci sans les analyser, comme si elles décrivaient la réalité alors qu'elles illustraient des études prospectives sur les possibilités d'action des maquis après le débarquement, pour convaincre les Alliés d'armer ceux-ci. Grâce à la thèse de Sébastien Albertelli (2), on peut maintenant interpréter ces cartes du BCRA (3). ■

Carte constituant l'annexe 1 de l'étude n° 2 du Bureau Central de Renseignement et d'Action de Londres, rédigée en février 1944 et intitulée « La Résistance dans son action militaire ».



Archives nationales 3 AG 2 / liasse 441.

La carte, ci-dessus, montre qu'en février 1944, le BCRA, faisant l'hypothèse d'un débarquement dans la Manche, imagine l'action des maquisards suivant deux grandes zones, découpées d'après les limites des régions de commandement de la Résistance :

- Au nord, une zone jugée propre uniquement aux sabotages, et donc impropre aux attaques directes contre les Allemands (la *guérilla*). Cette prudence du BCRA ne s'explique pas seulement par les handicaps de cette zone en terme géographique (absence de relief) et géostratégique (lieu de la future bataille et de la plus forte concentration de troupes allemandes à l'arrière du front). C'est aussi parce que la résistance militaire y est perçue comme inorganisée, en retard sur les régions du sud.

- Au sud, la « zone d'influence des maquis », privilégiée parce que loin du front et dotée d'atouts géographiques : les cinq massifs montagneux. Ils peuvent devenir des « réduits », c'est-à-dire des zones de refuge et des bases de départ pour des raids de *guérilla* sur les arrières de l'ennemi. C'est donc là qu'on prévoit de créer des « maquis mobilisateurs », c'est-à-dire des centres susceptibles d'équiper et d'entraîner convenablement de grandes masses de volontaires non armés, dont on prévoit l'afflux.

- Élément singulier dans ce dispositif : le « réduit » de Paris, zone de combattants urbains. On fait d'ores et déjà l'hypothèse que s'y produira une insurrection. Il montre bien que la carte sert à signaler les secteurs où les parachutages d'armes alliés devraient être massifs : les « réduits » avant tout. Les quelques « maquis » signalés au nord relèvent de la même logique : ils indiquent des lieux préférentiels de stockage d'armes.

Les études du BCRA ont préparé les instructions du général de Gaulle prévoyant de façon tout aussi prudente une entrée en action échelonnée de la Résistance, régions par régions, suivant la progression des armées. Mais elles n'ont pas réussi à convaincre le commandement allié d'inclure l'action de la Résistance française dans ses plans stratégiques : les incertitudes sur le potentiel de ces « civils armés » lui paraissaient trop grandes pour distraire a priori des moyens importants dans l'opération en préparation, gigantesque et absolument pas gagnée d'avance. Les parachutages d'armes ont donc bien augmenté avant le débarquement, mais pas encore massivement (ce sera le cas durant l'été) et sans orientation d'ensemble.

Et le 5 juin 1944, en donnant l'ordre de déclencher immédiatement sabotages et *guérilla* sur tout le territoire, les Alliés ont surtout pensé à utiliser

la Résistance comme élément de leur plan de « déception » : il fallait maintenir l'incertitude sur l'importance réelle d'Overlord (débarquement principal ou leurre ?), et donc ne pas donner d'indice contraire en ciblant la seule Normandie. Ce décalage entre les décisions des Alliés et les projets français antérieurs amène à relativiser les échecs des grands « maquis mobilisateurs » (Mont-Mouchet, Vercors). À l'échelle de la levée en masse provoquée par les ordres alliés, ils ont représenté un phénomène ultra-minoritaire. En fin de compte, la *guérilla* mobile de la plupart des maquis combattants de l'été 1944 constitue une réalité peu cartographiable (et qui a débordé largement des « taches » de notre carte) car constamment mouvante, en fonction des parachutages, de la répression, des cibles de leur action – laquelle s'acheva souvent par l'investissement d'une ville.

(1) Pour cartographier les maquis d'un département, le Service Historique de l'Armée de Terre a dû adopter un format avoisinant 0,80 x 0,80 m (cf. la série des « Historiques des unités combattantes de la Résistance », du général de la Barre de Nanteuil).

(2) *Les services secrets du général de Gaulle*, Perrin, 2009.

(3) S. Albertelli en a reproduit une dans *l'Atlas de la France libre* (Autrement, 2010, p. 68).